

**Convention collective**

**IDCC : 2003. – INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES,  
ÉLECTRIQUES, ÉLECTRONIQUES ET CONNEXES**

**(Vosges)**

**(16 mars 1998)**

*(Bulletin officiel n° 1998-1 bis)*

(Etendue par arrêté du 15 juin 1998,  
*Journal officiel* du 25 juin 1998)

**ACCORD DU 18 JUIN 2012**

**RELATIF À LA MISE EN PLACE ET AUX MODALITÉS  
DE FONCTIONNEMENT DES RÉUNIONS PARITAIRES LOCALES**

NOR : ASET1251045M

IDCC : 2003

Considérant que, en application de l'accord national du 7 mai 2009 relatif à des mesures urgentes en faveur de l'emploi dans la métallurgie, les représentants des organisations syndicales de salariés et les représentants patronaux lorrains ont validé, à l'unanimité, la mise en place, en date du 8 décembre 2010, de la commission paritaire régionale de l'emploi et de la formation professionnelle en Lorraine (CPREFP Lorraine) ;

Considérant que l'article 7 de cet accord prévoit que : « Dès leur constitution, les CPREFP se substituent aux commissions paritaires territoriales de l'emploi mises en place en application de l'article 2 ainsi qu'aux commissions régionales mises en place au titre de l'accord national du 20 juillet 2004 compétentes pour les seules questions de formation. La constitution d'une CPREFP entraîne la dissolution des CPTE comprises dans le champ territorial de cette CPREFP. Toutefois, les membres des CPTE considérées pourront décider le maintien de celles-ci et leur attribuer les missions qu'ils estiment demeurer pertinentes à ce niveau » ;

Considérant l'avis unanime exprimé, après avoir pris acte de la dissolution de la CPTE des Vosges, par les organisations syndicales de salariés et par l'UIMM Vosges, lors de la dernière réunion de la CPTE Vosges tenue le 22 décembre 2010, de maintenir un dialogue social au sein de la métallurgie des Vosges,

les organisations signataires ont convenu de ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

*Champ d'application*

Le présent accord concerne les entreprises soumises aux dispositions de la convention collective des industries métallurgiques, électriques, électroniques et connexes du département des Vosges.

## **Article 2**

### *Création de réunions paritaires locales*

Conformément à l'avis unanime des représentants des organisations syndicales de salariés et d'employeurs qui composaient la CPTE de la métallurgie des Vosges, les parties décident de la mise en place de réunions paritaires locales (RPL Vosges) qui fonctionneront selon les modalités définies ci-après.

## **Article 3**

### *Champ de compétence géographique des RPL*

Le champ de compétence géographique des RPL Vosges est le département des Vosges.

## **Article 4**

### *Composition*

La RPL Vosges est composée :

- de trois représentants pour chacune des organisations syndicales représentatives de salariés ;
- d'un nombre de représentants patronaux, égal au nombre total des membres des organisations syndicales de salariés, désignés par l'UIMM Vosges.

## **Article 5**

### *Réunions*

La RPL Vosges se réunit une fois par an.

Cette réunion se déroulera au cours du second semestre de l'année civile et au plus tard 1 mois avant la réunion d'automne de la CPREFP Lorraine.

Au moins 2 mois avant la date fixée pour la réunion de la RPL, l'UIMM Vosges adressera aux membres de celle-ci un courriel les informant de la date, des horaires et du lieu de la réunion ainsi que du projet d'ordre du jour.

L'UIMM Vosges adressera une copie des convocations et de l'ordre du jour aux sièges des organisations syndicales métaux représentatives de salariés du département des Vosges.

Au plus tard 1 mois avant la date fixée pour la réunion de la RPL, les organisations syndicales représentatives pourront communiquer par courriel à l'UIMM Vosges, le(s) point(s) qu'elles souhaiteraient ajouter à l'ordre du jour de la réunion.

L'ordre du jour définitif de la RPL Vosges sera adressé, par l'UIMM Vosges, par courriel envoyé 15 jours avant la tenue de la réunion.

## **Article 6**

### *Fonctionnement*

Le secrétariat de la RPL Vosges est assuré par l'UIMM Vosges, qui est chargée, notamment, de la diffusion des convocations et de l'organisation matérielle des réunions.

## **Article 7**

### *Domaines abordés lors des réunions paritaires locales*

En matière d'emploi, la RPL Vosges permettra :

- l'information réciproque des membres de la RPL sur la situation globale de l'emploi dans le ressort professionnel et territorial ;
- d'étudier la situation de l'emploi dans la profession, son évolution au cours de l'année précédente et son évolution prévisible.

En matière de formation professionnelle, la RPL Vosges permettra :

- de faire le bilan de l'application, dans son ressort, des dispositions relatives aux contrats d'apprentissage et aux contrats de professionnalisation ;
- de formuler toutes observations et toutes propositions utiles au développement de la formation, au regard, notamment, des besoins en recrutement identifiés dans son ressort, en vue d'une communication à la CPREFP Lorraine ;
- de faire un bilan de l'activité de l'ADEFIM dans le ressort territorial.

## **Article 8**

### *Heures perdues et frais de déplacement*

En application des dispositions de l'article 6 *b* et *c* de la convention collective des industries métallurgiques, électriques, électroniques et connexes du département des Vosges du 16 mars 1998, l'indemnisation des heures perdues (participation à la RPL Vosges, temps de trajet aller et retour et éventuellement temps de repas) ainsi que le remboursement des frais de déplacement et des éventuels frais de repas sera assurée par les employeurs.

Toutefois, il est expressément convenu entre les parties que les différentes indemnisations définies à l'article 6 *a* de la convention collective des industries métallurgiques, électriques, électroniques et connexes du département des Vosges ne s'appliquent pas aux RPL.

## **Article 9**

### *Révision*

Le présent accord pourra être révisé, à tout moment pendant la période d'application, par accord entre les parties. Toute demande de révision, totale ou partielle, devra être effectuée par lettre recommandée avec accusé de réception adressée aux autres parties signataires. Elle devra être accompagnée d'une proposition nouvelle sur les points à réviser. La discussion de la demande de révision devra s'engager dans les 3 mois suivant la présentation de celle-ci. Toute modification fera l'objet d'un avenant conclu dans les conditions prévues par les dispositions législatives et réglementaires.

## **Article 10**

### *Dénonciation*

Les parties signataires conviennent que les dispositions du présent accord pourront être dénoncées à tout moment en respectant un délai de préavis de 3 mois. La dénonciation se fera dans les conditions définies par les articles L. 2261-9 et suivants du code du travail.

## **Article 11**

### *Entrée en vigueur*

Le présent accord s'appliquera à partir du jour qui suit son dépôt conformément à l'article L. 2261-1 du code du travail.

## **Article 12**

### *Dépôt de l'accord*

Le présent accord, établi en un nombre suffisant d'exemplaires pour être notifié à chacune des organisations représentatives dans les conditions prévues à l'article L. 2231-5 du code du travail, fera l'objet des formalités de dépôt conformément aux articles L. 2231-6 et L. 2231-7 du même code.

Fait à Remiremont, le 18 juin 2012.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

**Organisation patronale :**

UIMM Vosges.

**Syndicats de salariés :**

Union des syndicats CGT des Vosges ;

Union des syndicats FO de la métallurgie des Vosges ;

Syndicat de la métallurgie d'Alsace et des Vosges CFE-CGC.